

décennies. En 2008, un docteur des universités américaines sur deux est en effet né à l'étranger, et ce chapitre révèle aussi en creux le pouvoir d'attraction de ces universités. Jusqu'à quel point est-ce profitable aux États-Unis ? P. Stephan rassemble les études qui tentent de l'évaluer.

Les derniers chapitres du livre portent sur « la relation entre science et croissance économique », mêlant encore analyses et préconisations. Celles-ci visent notamment les « transferts » de connaissances entre secteurs publics et privés. Ses critiques vis-à-vis de ces dispositifs et de leurs justifications publiques conduisent finalement P. Stephan à avancer sept propositions (p. 233–235) : améliorer l'information des étudiants sur le destin de leurs prédécesseurs, augmenter les crédits récurrents pour la recherche, assouplir le lien entre formation et recherche (en créant des instituts de recherche séparés des universités et ne formant pas de docteurs, par exemple), changer le système de financement des doctorants, augmenter les ressources accessibles aux jeunes équipes, créer des récompenses collectives, indexer le financement de la recherche sur le produit intérieur brut (PIB).

La lecture de *How Economics Shapes Science* rend ces préconisations convaincantes. Mais elle montre aussi la difficulté qu'il y a à comparer des résultats issus d'études menées à des époques ou sur des territoires différents, et avec des métriques variables — d'autant que l'avalanche de chiffres n'est pas forcément toujours d'une grande aide. Ainsi, si la critique du sous-financement public de la recherche peut s'appuyer sur des éléments statistiques relativement solides, est-il utile d'écrire qu'aux États-Unis « l'économie peut se permettre de financer la recherche au-delà de 0,3 ou 0,4 % du PIB » car « nous dépensons presque deux fois cette somme en bière chaque année » (p. 237) ? L'exemple est anecdotique, mais il renvoie aussi aux limites de l'exercice du chiffrage systématique. C'est dire aussi que le livre, pâtissant des faibles propriétés intégratrices de son indiscutable thèse-leitmotiv (« *money matters* »), s'apparente parfois à une sorte d'encyclopédie des coûts et revenus de la recherche publique, dans laquelle chacun pourra trouver des chiffres saillants et des ordres de grandeur ponctuellement intéressants mais souvent délicats à manier. P. Stephan souligne dans sa conclusion que bien des questions restent à résoudre en matière de « science de la politique scientifique et de l'innovation », et cette synthèse constitue désormais un immanquable point d'appui pour ceux qui enquêteront dans des espaces plus circonscrits.

Morgan Jouvenet
Laboratoire Printemps (CNRS/UVSQ), 47, boulevard Vauban,
78047 Guyancourt cedex, France
Adresse e-mail : morgan.jouvenet@printemps.uvsq.fr

Disponible sur Internet le 17 janvier 2014

<http://dx.doi.org/10.1016/j.soctra.2013.12.014>

Le business franco-nigérian à l'heure de l'Afrique émergente, M. Paris. Karthala, Paris (2012). 372 pp.

Issu d'une thèse de doctorat en sociologie, l'ouvrage de Marjolaine Paris sur le business franco-nigérian vient combler les lacunes de la recherche française sur l'Afrique anglophone. En dépit de difficultés d'accès au terrain dues aux conflits interconfessionnels et ethniques, l'auteur nous conduit au cœur de la capitale nigériane pour observer et analyser les formes d'organisation sociale qui structurent les relations entre milieux commerciaux français et nigériens. Dans une perspective de sociologie économique et anthropologique, l'ouvrage nous donne à voir la façon dont se construisent les dynamiques d'échange et les soubassements sociaux qui sous-tendent les

liens existant entre entrepreneurs locaux et étrangers. Ces rapports sont non seulement marqués par des logiques marchandes et non marchandes, mais aussi par des logiques de pouvoir et de domination où les considérations identitaires et d'altérité viennent croiser les préoccupations d'ordre politique et sécuritaire. Sur le plan méthodologique, l'ouvrage s'appuie sur un important matériau empirique constitué d'une cinquantaine d'entretiens ethnographiques (avec des cadres, managers, entrepreneurs français et nigériens, ainsi que dans des ONG, des ambassades, au Medef, etc.) et d'une observation participante dans une grande entreprise nigérienne où l'auteur était embauchée comme « auditrice qualité ».

L'ouvrage est bien documenté et structuré autour de dix chapitres. Le premier met en évidence, dans une perspective socio-historique, les liens politiques spécifiques entre le Nigéria et la France. Les relations commerciales remontent à 1902, date de l'installation au Nigéria de la première compagnie française — le distributeur CFAO : Compagnie française de l'Afrique occidentale —, qui ouvre un comptoir à Lagos. Le commerce franco-nigérien va connaître des hauts et des bas entre 1960 et 1990, mais atteindra des sommets historiques à partir de 2000. Cent trente entreprises françaises, pour la plupart des TPE/PME, sont installées depuis 2008 au Nigéria qui est le premier partenaire économique de la France en Afrique subsaharienne devant l'Afrique du Sud — la France étant le cinquième client du Nigéria après les États-Unis, l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud. Si le Nigéria est un marché prometteur aux énormes potentialités économiques — avec une croissance de près de 9 %, un système éducatif de bonne qualité, une élite bien formée ouverte sur l'international, une forte croissance des secteurs des télécommunications, du BTP et de l'industrie électrique —, il n'en demeure pas moins que l'activité des entreprises françaises, et étrangères d'une manière générale, est rendue difficile par le climat de violence et d'insécurité qui règne dans ce grand pays africain.

Les chapitres deux et trois s'attardent justement sur les jeux d'acteurs et d'institutions dans un contexte économique, politique et social marqué par la violence, l'insécurité et la corruption généralisée. « Réussir », au Nigéria, cela suppose d'entretenir de très bonnes relations avec le pouvoir ; il existe donc un lien fort entre la réussite économique des entrepreneurs locaux et les pouvoirs publics. M. Paris montre ici comment les entrepreneurs français essaient de tirer leur épingle du jeu en adoptant une stratégie de pénétration, c'est-à-dire en s'efforçant d'avoir au sein de leurs entreprises des relais nigériens (des facilitateurs) dont la fonction principale est d'entretenir de bonnes relations avec le gouvernement. Cela implique d'intégrer, dans leur gestion des affaires, des pratiques corruptives sous forme de don d'argent ou de cadeaux en échange de services rendus comme l'attribution des marchés publics, le traitement rapide d'un dossier, etc.

Les chapitres quatre et cinq tentent de caractériser la population concernée par l'enquête et s'interroge, dans une perspective wébérienne, sur les valeurs partagées par les acteurs économiques franco-nigériens. L'auteur rappelle que le choix des catégories est loin d'être anodin et résulte tout à la fois des classifications sociales et des usages des acteurs. En reprenant à son compte la notion de « carrefour social » développée par les Pinçon-Charlot (1999), M. Paris tente de décrire les liens unissant des acteurs venant d'horizons sociaux divers (cadres et entrepreneurs expatriés français, riches hommes d'affaires nigériens, cadres nigériens employés dans des entreprises françaises. . .) que seule l'activité économique et commerciale réunit. Le discours de ces acteurs est totalement saturé de références à l'éthique du commerce et des affaires. Ainsi, gagner de l'argent apparaît comme la motivation essentielle qui a poussé nombre d'expatriés à s'installer au Nigéria. De la même façon, certains hommes d'affaires nigériens font profiter leurs réseaux familiaux et même l'Église de leurs richesses. Le travail apparaît ainsi comme une valeur-clé, tant pour les Français et les Occidentaux en général que pour les Nigériens. Les entretiens conduits par M. Paris montrent

à quel point le travail est fortement valorisé et est au fondement de la reconnaissance et de la dignité sociales.

Les chapitres six, sept et huit examinent les modalités d'organisation des partenariats commerciaux et la façon dont circulent les biens et services à travers différents types de configurations commerciales. Le contexte politique, la stabilité des rapports entre les États, la confiance et les valeurs partagées par les cadres et entrepreneurs français et nigériens sont importants pour le bon déroulement des interactions commerciales. Les cadres intermédiaires locaux jouent également un rôle central dans la structuration des relations commerciales. Ce sont des personnes de terrain, dotées de compétences techniques et qui osent se confronter aux problèmes d'insécurité, de corruption et de violence parfois. Ils apportent aux cadres et entrepreneurs expatriés une aide et une expertise précieuses et c'est eux qui font face, souvent, aux différences culturelles et aux crispations identitaires avec lesquelles ils ont appris à composer. Et pourtant ils sont sous-payés, marginalisés, dominés, et n'arrivent pas à se constituer en collectif de travail capable de porter leur revendication.

Enfin, les deux derniers chapitres s'intéressent aux modalités de recrutement et de gestion des salariés par les entreprises françaises installées au Nigéria. Le recrutement des cadres devant travailler au Nigéria obéit à deux critères : la compétence technique et humaine, d'un côté, et une forte capacité d'adaptation à l'environnement nigérien, de l'autre. L'auteur met l'accent sur la pénurie de cadres nigériens qualifiés et sur l'absence de structures comme Pôle emploi qui pousse les entreprises françaises à recourir aux chasseurs de tête et aux cabinets privés de recrutement. M. Paris se demande en quoi les modalités de recrutement ont un impact sur les relations salariales. Nigériens et Français expatriés ne sont pas soumis aux mêmes contrats de travail. Les cadres expatriés occupent le plus souvent les postes de direction et de pouvoir, contrairement aux cadres locaux que l'on retrouve sur des contrats de consultants ou de détachement et, essentiellement, dans fonctions intermédiaires et subalternes. Cela crée des différenciations en termes de salaires, d'évolution professionnelle et de protection sociale qui sont à l'origine de conflits potentiels entre cadres locaux et expatriés. L'absence de syndicats, encouragée par la direction, ne permet pas non plus de porter certaines revendications sur les conditions de travail des salariés nigériens.

La quantité des informations présentées dans cet ouvrage, la finesse des analyses et la clarté de l'exposé rendent sa lecture aisée. Son principal apport réside dans la compréhension, à différents niveaux, des interactions commerciales encadrées dans des rapports de pouvoir, de domination, de conflit mais aussi de coopération. Toutefois, en dépit de son intérêt, et à trop vouloir tout aborder (sociologie des élites, sociologie des stratifications sociales, sciences politiques et sociologie des institutions africaines, sociologie des relations interethniques, etc.), l'ouvrage donne un sentiment d'éclectisme et de dispersion qui peut faire perdre le fil conducteur.

Mohamed Madoui

*Laboratoire interdisciplinaire de sociologie économique (LISE, UMR 3320 CNRS et CNAM),
2, rue Conté, 75003 Paris, France*

Adresse e-mail : mohamed.madoui@cnam.fr

Disponible sur Internet le 13 janvier 2014

<http://dx.doi.org/10.1016/j.socotra.2013.12.004>

Des toxiques invisibles. Sociologie d'une affaire sanitaire oubliée, J.-N. Jouzel. Éditions de l'EHESS, Paris (2012). 240 p.

Jean-Noël Jouzel pose, dans cet ouvrage tiré de sa thèse, le problème de la mise en invisibilité du lien entre la santé et le travail. En s'appuyant sur une enquête qui mobilise à la fois des sources